



- Global Alliance for Disaster Risk Reduction & Resilience in the Education Sector

29 et 30 avril 2019, Saint-Vincent-et-les Grenadines

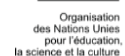




Table des matières

1)	<i>Résumé</i>	5
2)	<i>Contexte</i>	8
a)	Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et référence aux initiatives en faveur de la sécurité dans les écoles	8
b)	Stratégie globale de gestion des catastrophes et référence aux initiatives en faveur de la sécurité dans les écoles	9
c)	Contexte de la sécurité dans les écoles des Caraïbes	10
d)	Forum jeunesse « Mon île, ma vie »	11
3)	<i>Deuxième Forum ministériel caribéen sur la sécurité dans les écoles</i>	12
a)	Objectifs	13
b)	Résultats	13
c)	Participants	13
d)	Méthodologie	15
4)	<i>Suivi de la feuille de route des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles</i>	15
a)	Environnement favorable	16
b)	Pilier 1 : Sécurité de l'environnement scolaire	17
c)	Pilier 2: Gestion des catastrophes dans les écoles	18
d)	Pilier 3 : Education à la réduction des risques de catastrophe et à la résilience	19
e)	Expériences des pays créant un impact	20
5)	<i>Sécurité dans les écoles : explorer les possibilités</i>	21
a)	Opportunités d'orientation concernant la résilience du secteur de l'éducation : leçons tirées des derniers événements	21
b)	Protection de l'enfant - Un thème fédérateur pour la résilience du secteur de l'éducation	22
c)	Liens entre les bureaux nationaux de gestion des urgences et les ministères de l'éducation	23
d)	Soutien des donateurs régionaux à la promotion de la sécurité dans les écoles	24
6)	<i>Améliorer la feuille de route régionale pour la sécurité dans les écoles</i>	26
a)	Changements apportés à la feuille de route des Caraïbes pour la sécurité dans les écoles	26
b)	Signataires supplémentaires de la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles	28
7)	<i>Évaluation des participants</i>	28
8)	<i>Conclusions</i>	29
9)	<i>Annexes</i>	30
	ANNEXE I : Annexe à la déclaration d'Antigua-et-Barbuda + 6	30
a)	30
b)	ANNEXE II : Mise à jour de la feuille de route des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles	30
c)	ANNEXE III : Résolution de la jeunesse pour le deuxième Forum ministériel sur la sécurité dans les écoles	30
d)	ANNEXE IV : Deuxième Forum ministériel caribéen sur la sécurité dans les écoles portant sur le programme de sécurité dans les écoles	31
e)	Liste des participants	35

ACC	Adaptation au changement climatique
CDEMA	Agence de gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe des Caraïbes
CHC	Conseil de coordination et d'harmonisation de la CDEMA
CSS	Approche intégrée de la sécurité dans les écoles [Comprehensive School Safety]
CSSI	Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles [Caribbean Safe School Initiative]
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
GADRRRES	Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation
GGC	Gestion globale des catastrophes
ODD	Objectifs de développement durable
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
RRC	Réduction du risque de catastrophes
SVFCF (SVGCF)	Force des cadets de Saint-Vincent-et-les Grenadines
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WISS	Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles

1) Résumé

Le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a été organisé par le Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale, des Affaires ecclésiastiques et de l'information de Saint-Vincent-et-les Grenadines les 29 et 30 avril 2019 à Kingstown. Le Forum a été organisé par le ministère en collaboration étroite avec Agence de gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe des Caraïbes (CDEMA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS). L'organisation du forum a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Office d'Aide Humanitaire de la Commission européenne (ECHO).



Le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles est un suivi du forum qui s'est tenu en avril 2017, qui s'ajoute à une approche collaborative et coordonnée entre les acteurs du secteur de l'éducation de la région. Il a contribué au cadre stratégique et de programmation régional pour la gestion intégrée des catastrophes 2014-2024 de la CDEMA ; à l'Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles (WISS) de l'UNDRR ; à l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles ; aux Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Samoa) ; au Programme d'action global pour l'éducation en vue du développement durable ; au Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 ; à l'Accord de Paris sur le changement climatique et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

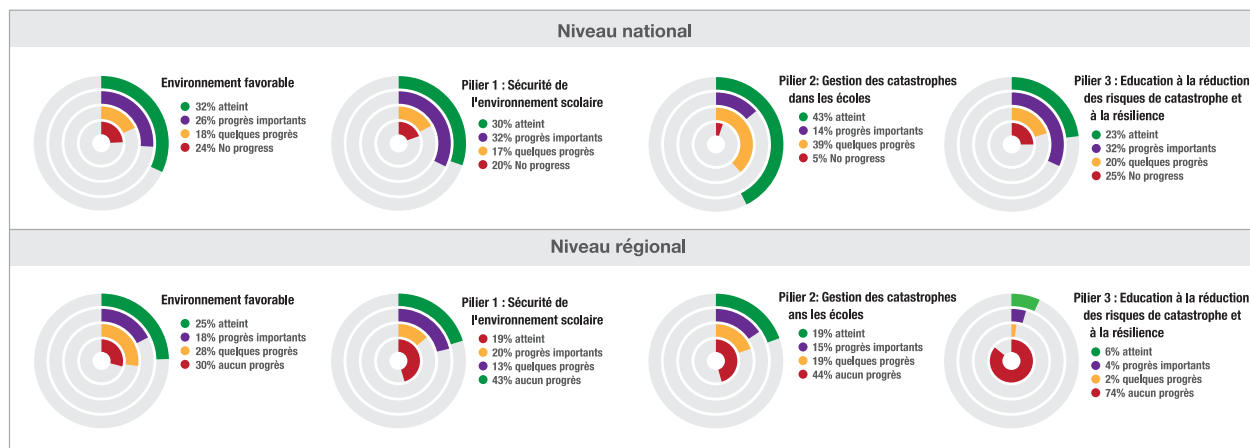
Le forum s'est concentré sur les objectifs suivants :

- a) Mettre à jour la feuille de route des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles
- b) Faciliter la signature de la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles par les nouveaux signataires
- c) Suivre les progrès et les réalisations dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles
- d) Promouvoir et mieux faire connaître l'Initiative mondiale pour la sécurité à l'école (WISS) et l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles (CSSI)
- e) Promouvoir l'engagement des jeunes dans la CSSI
- f) Faciliter un dialogue ministériel avec les donateurs pour soutenir la CSSI

Des ministres et des représentants de 19 pays, accompagnés de conseillers techniques, ont assisté au forum, accompagnés de conseillers techniques. Le nombre total de participants a été porté à 89. En outre, pour la première fois, des représentants des bureaux nationaux de gestion des catastrophes, notamment d'Anguilla, des Îles Vierges britanniques et de Saint-Vincent-et-les Grenadines ont participé à ce forum. Les pays participants ont été : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Îles Vierges britanniques, Îles Turques et Caïques, Jamaïque, Montserrat, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sint Maarten, Suriname.

Entre mars et avril 2019, un processus de suivi visant à mesurer le niveau de mise en œuvre de la feuille de route de 2017 a été mis en place afin d'étudier le niveau de progrès perçu par les principaux informateurs aux niveaux national et régional, représentant 11 des 12 pays signataires de la Déclaration d'Antigua et Barbuda sur la sécurité dans les écoles. Un résumé des performances de chaque composant de la feuille de route est présenté dans le tableau ci-dessous, en distinguant les niveaux national et régional.

Performance globale signalée de la feuille de route des Caraïbes pour la sécurité dans les écoles 2017



Au cours du forum, les représentants ont partagé et discuté des considérations clés et des enseignements tirés de l'expérience en matière de sécurité dans les écoles. Celles-ci ont constitué une contribution précieuse aux discussions qui ont suivi sur la mise à jour de la feuille de route de 2017. Parmi les éléments évoqués se trouvent : l'augmentation de la collaboration interministérielle et des partenariats privés et publics ; la prise de conscience des risques, des vulnérabilités et des capacités ; la poursuite du travail d'examen et de mise à jour des codes du bâtiment ; une plus grande diffusion et soutien des kits d'outils SMART Schools ; l'inclusion de mécanismes de soutien psychosocial pour les enseignants, le personnel et les étudiants ; la nécessité de poursuivre l'élaboration de stratégies permettant de disposer de ressources financières continues pour la sécurité dans les écoles ; l'intégration de la protection dans les interventions d'urgence et en particulier dans la sécurité des écoles ; et la nécessité de créer et de maintenir des liens entre les ministères de l'Éducation et ces structures de gestion des risques de catastrophe.

Le forum était lié au forum de la jeunesse « Mon île, ma vie », organisé quelques jours avant le forum ministériel, offrant aux jeunes l'occasion d'échanger leurs points de vue et de participer à l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles afin d'aborder la réduction des risques de catastrophe et le changement climatique. Les résultats de ce forum ont été résumés dans une lettre ouverte avec des résolutions à examiner lors du deuxième Forum ministériel, notamment :

- L'engagement des groupes de jeunes et des filiales pour les actions de diffusion et les processus décisionnels.
- Allocation de ressources humaines et financières à la réduction des risques de catastrophe et à la sécurité dans les écoles.
- La promotion d'espaces d'apprentissage sécuritaires et protecteurs en cas d'urgence.
- Création de partenariats pour la réalisation d'activités d'engagement et de solutions concrètes.

Au cours de la deuxième journée du Forum ministériel, les participants ont discuté de l'avenir de la feuille de route des Caraïbes pour la sécurité dans les écoles. Les discussions tenues au cours de la journée précédente, le suivi de la feuille de route de 2017 ainsi que la déclaration du Forum de la jeunesse ont été des ressources clés pour guider le travail effectué dans la révision des activités de la feuille de route.

D'un point de vue général, les huit domaines prioritaires étaient considérés comme toujours valables et importants, et n'ont subi aucun changement. Néanmoins, il était primordial d'intégrer les enseignements tirés au cours de la très active saison des ouragans de 2017. Par conséquent, les activités régionales et nationales ont été examinées, modifiées ou ajoutées afin de mieux refléter les domaines d'intervention requis pour faire progresser la sécurité des écoles dans la région. De plus, des moyens pour adapter la feuille de route aux réalités locales ont été introduits en incorporant des colonnes de planification vierges à compléter au niveau national et/ou institutionnel. Cela devrait améliorer la planification, le suivi, l'évaluation et la reddition de comptes de la feuille de route.

Le Forum ministériel a permis à Curaçao, à la Grenade, à Haïti, à la Jamaïque, à Saint Martin et au Suriname de soutenir l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles en signant la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles adoptée lors du premier Forum ministériel de 2017. À ce jour, 18 pays des Caraïbes ont officiellement approuvé l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles.¹

Le succès du Forum ministériel montre l'importance accordée à la sécurité des écoles dans les pays des Caraïbes et témoigne de leur engagement continu dans ce domaine. Les événements survenus dans les Caraïbes depuis le premier Forum ministériel ont mis en évidence les réalisations et les lacunes, le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a permis de constituer une plate-forme essentielle pour intégrer les enseignements tirés de ces expériences non seulement dans le contexte d'un pays, mais pour le bénéfice de la communauté des Caraïbes au sens large.

Ces enseignements, ainsi que les préoccupations exprimées par les représentants, ont été dûment intégrés à la feuille de route de la sécurité dans les écoles de 2019, fournissant des orientations pour les actions menées aux niveaux national et régional en faveur de la sécurité scolaire dans les Caraïbes et contribuant à l'Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles.

Le troisième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles devrait se tenir en 2021 à Sint Maarten et le quatrième, prévu pour 2023, dans les Îles Vierges britanniques.



Représentants de : (debout de gauche à droite) Saint-Kitts-et-Nevis, Îles Vierges britanniques, Anguilla, Grenade, Cuba, Dominique, Antigua-et-Barbuda, République dominicaine, Haïti, Barbade ; (assis de gauche à droite) Montserrat, Jamaïque, Sint Maarten, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Curaçao, Suriname. GUYANA : (pas dans l'image) Bahamas, Îles Turques et Caïques.

2) Contexte

a) Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et référence aux initiatives en faveur de la sécurité dans les écoles

Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté par les États membres des Nations Unies le 18 mars 2015 lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon. Le Cadre de Sendai est un accord volontaire et non contraignant d'une durée de 15 ans, qui reconnaît que « l'État joue un rôle de premier plan dans la réduction des risques de catastrophe, et que cette responsabilité doit être partagée avec les autres parties prenantes, notamment les autorités locales, le secteur privé, etc. » Il vise le résultat suivant : « la réduction substantielle des risques de catastrophe et des pertes en vies humaines et en moyens de subsistance, ainsi qu'en termes de santé, d'actifs économiques, matériels, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays ». ²

L'éducation joue un rôle crucial dans la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience des communautés face aux risques de catastrophe. En outre, il est également essentiel pour l'autonomisation des personnes et la réduction de la pauvreté. Reconnaisant qu'une éducation de qualité est le fondement de l'amélioration de la vie des personnes et du développement durable, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les 193 pays représentés par l'Assemblée générale des Nations Unies reflète l'engagement pris à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » (objectif 4 des objectifs de développement durable à l'horizon 2030). Les dommages causés aux écoles par des catastrophes peuvent non seulement entraîner la perte de vies d'enfants et d'enseignants, mais également une perte des investissements publics dans les infrastructures sociales et des interruptions de l'enseignement, qui peuvent à leur tour avoir des conséquences à vie.

Pour atteindre cet objectif, le Cadre d'action de Sendai reconnaît que les écoles doivent intégrer des structures résistantes aux catastrophes en fonction des risques locaux, tout en appelant à la connaissance et à la prise de conscience des dangers et des risques dans le programme scolaire afin de provoquer des changements de comportement qui soutiennent la prévention des catastrophes et une plus grande résilience. Le cadre stipule également que les politiques et les pratiques en matière de gestion des risques de catastrophe doivent être fondées sur une compréhension du risque de catastrophe dans toutes ses dimensions : vulnérabilité, capacité, exposition des personnes et des biens, caractéristiques des aléas et environnement. Il appelle également au renforcement des investissements publics et privés résilients aux catastrophes, notamment par le biais de mesures de prévention et de réduction des risques de catastrophes structurelles, non structurelles et fonctionnelles dans les installations essentielles, en particulier les écoles et les hôpitaux, ainsi que les infrastructures matérielles.

L'Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles (WISS) a été élaborée en collaboration avec des partenaires de l'Alliance mondiale pour la prévention des risques de catastrophe et pour la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES), sur la base des orientations des plates-formes mondiales de prévention des catastrophes de 2009 et 2011, afin d'entreprendre des évaluations des risques sur les infrastructures

² <http://www.unisdr.org/we/inform/publications/43291>

existantes en matière d'éducation et de santé et l'appel du Communiqué de haut niveau présenté lors de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes 2013 pour « Lancer une campagne mondiale pour des écoles et des structures de soins sûres dans les zones sujettes aux catastrophes, avec un financement par le volontariat et des engagements qui seront annoncés à la Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe de 2015 ». Il s'agit d'un partenariat mondial dirigé par le gouvernement pour faire progresser la mise en œuvre de la sécurité dans les écoles au niveau national. Saint-Vincent-et-les Grenadines a été le premier pays des Caraïbes à adhérer à la WISS. Au cours du premier Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles, 12 gouvernements des Caraïbes se sont engagés à assurer la sécurité des écoles dans le cadre de l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles (CSSI), comme étant la contribution des Caraïbes à la WISS.

L'Initiative cherche à motiver et à aider les gouvernements à élaborer des stratégies nationales et à mettre en œuvre la sécurité dans les écoles, en s'appuyant sur le cadre global de la sécurité dans les écoles (voir figure 1) et en définissant une école sûre comme une école combinant tous les éléments suivants, définis comme ses trois piliers fondamentaux, qui devraient faire l'objet de politiques et de plans d'éducation, et alignés sur la gestion des catastrophes naturelles aux niveaux national, régional, départemental et local :

- Sécurité de l'environnement scolaire (infrastructure résiliente aux catastrophes) ;
- Gestion des catastrophes dans les écoles ;
- Education à la réduction des risques de catastrophe et à la résilience

En outre, la WISS s'efforce également de promouvoir le partage des bonnes pratiques et des réalisations en matière de mise en œuvre de la sécurité dans les écoles, aidant ainsi à identifier les problèmes et à offrir une assistance technique et une expertise particulière autour de ses trois piliers.



Figure 1: Cadre global de la sécurité dans les écoles

b) Stratégie globale de gestion des catastrophes et référence aux initiatives en faveur de la sécurité dans les écoles

Dans les Caraïbes, la Stratégie régionale de gestion globale des catastrophes (CDM) 2014-2024 est la feuille de route stratégique pour la gestion des risques de catastrophe. La stratégie a été élaborée dans le cadre d'un vaste processus de consultation et de participation mené par l'Agence de gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe dans les Caraïbes (CDEMA), et les parties prenantes dans la gestion régionale des risques de catastrophes, y compris les États membres de la CDEMA, des représentants de secteurs clés, et les partenaires de développement et donateurs aux niveaux régional et international. La stratégie vise à intégrer plus étroitement la GGC à la planification du développement et fournira une orientation stratégique globale

pour relever les défis de la gestion des risques de catastrophe dans les Caraïbes au cours de ses dix années de vie. L'éducation a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de cette stratégie régionale.

La stratégie donne la priorité à quatre domaines d'intervention en matière de gestion des risques de catastrophe, qui sont généralement résumés comme suit : i) renforcement des institutions, ii) gestion des connaissances pour la GGC, iii) intégration de la GGC dans des secteurs clés et iv) renforcement et durabilité de la résilience des communautés. Plus spécifiquement, le domaine prioritaire 2 de la stratégie vise à atteindre « une gestion des connaissances et un apprentissage accrus et durables pour une gestion globale des catastrophes ».³

Un certain nombre de résultats régionaux ont été identifiés pour soutenir ce domaine prioritaire, ainsi que des indicateurs et des cibles pour suivre les progrès et les réalisations.

DOMAINE PRIORITAIRE 2			
Une gestion des connaissances et un apprentissage accrus et durables pour une gestion globale des catastrophes			
Résultat régional 2.1	Résultat régional 2.2	Résultat régional 2.3	Résultat régional 2.4
Réseau régional de gestion des risques de catastrophe amélioré pour une prise de décision informée à tous les niveaux	Infrastructure pour prise de décision et des politiques de décision fondées sur des faits, mise en place et renforcée	Intégration des connaissances locales/communautaires et sectorielles dans l'évaluation des risques	Matériel pédagogique et de formation pour la GGC normalisé, amélioré et appliqué dans la région

c) Contexte de la sécurité dans les écoles des Caraïbes

Les pays en développement des Caraïbes sont exposés à divers aléas naturels similaires, à savoir les ouragans, les inondations, les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les tsunamis, les glissements de terrain, les sécheresses et les incendies. Ces aléas ont compromis les stratégies de réduction de la pauvreté des pays, entravé les progrès en matière de développement et mis en danger les systèmes éducatifs, et leurs effets seront probablement amplifiés par les effets attendus des changements du climat mondial et des événements météorologiques extrêmes potentiellement plus fréquents et graves. Les États des Caraïbes situés dans les basses terres sont particulièrement vulnérables à ces effets qui posent des risques importants pour la sécurité publique, les infrastructures et les ressources naturelles.

Les catastrophes ont un impact majeur sur les enfants, les jeunes et les systèmes éducatifs. Les études indiquent que, chaque année, 175 millions d'enfants dans le monde sont susceptibles d'être affectés par des risques naturels et que les enfants des Caraïbes ne font pas exception. En 2004, l'ouragan Ivan a provoqué des destructions massives en Grenade, endommageant 73 des 75 écoles publiques. En 2010, en Haïti, un violent séisme a tué 38 000 étudiants et 1 300 enseignants et personnels de l'éducation. Il a détruit 4 000 écoles, ainsi que le siège du ministère de l'Éducation. La saison des ouragans 2017 a touché 1 700 bâtiments scolaires à Cuba. La Dominique compte 18 500 enfants en âge scolaire non scolarisés et 57 écoles primaires et secondaires publiques ont été endommagées ou détruites. Les enfants de Barbuda et de Dominique ont dû

³ La gestion des connaissances est l'ensemble des processus qui régissent la création, la diffusion et l'utilisation des connaissances (Source : What is Knowledge Management?)

être temporairement transférés à Antigua pour assister aux cours. Ces chiffres vont probablement augmenter à moins que les populations améliorent leur capacité à anticiper, à se préparer, à s'adapter et à devenir plus résilientes à de tels événements.

Cependant, la plupart des pays sont petits et les ressources sont rares ou inexistantes pour que chacun puisse s'acquitter des tâches sur une base individuelle. Malgré cela, d'importantes stratégies ont été mises en œuvre individuellement dans différents pays afin d'améliorer la préparation des écoles. Afin de garantir l'engagement politique aux niveaux régional et national, le premier Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a été organisé en avril 2017 à Antigua-et-Barbuda. Les principaux résultats ont été une feuille de route régionale et la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles. Cette dernière a été signée par 12 ministères de l'Éducation des Caraïbes avant le deuxième Forum ministériel. Ces documents guident l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles lancée en avril 2017 lors du Forum ministériel. La CSSI est le cadre suggéré pour améliorer la sécurité des écoles dans les Caraïbes. L'initiative est la contribution des Caraïbes à l'Initiative mondiale pour la sécurité dans les écoles (WISS) et promeut le partenariat pour faire progresser la mise en œuvre de la sécurité dans les écoles. Les ministères de l'Éducation dirigent la mise en œuvre et bénéficient du soutien technique de partenaires internationaux, régionaux et nationaux.⁴

d) Forum jeunesse « Mon île, ma vie »

Les jeunes sont des partenaires actifs et des agents du changement. Leurs idées et leur engagement contribuent à assurer la sécurité dans les écoles et à créer une culture de la sécurité dans les écoles et les communautés. Leurs capacités d'innovation sont essentielles au succès de la mise en œuvre de la feuille de route régionale sur la sécurité dans les écoles. Le premier Forum de la jeunesse intitulé « Mon île, ma vie » s'est tenu peu avant le Forum ministériel. Il a permis à 17 jeunes de 9 pays des Caraïbes d'échanger leurs points de vue et de participer à l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles pour aborder la réduction des risques de catastrophe et le changement climatique. Les résultats de ce forum ont été résumés dans une lettre ouverte avec des résolutions à examiner lors du deuxième Forum ministériel. Les messages clés de cette lettre ouverte sont les suivants :⁵⁶

- Engagement des groupes de jeunes et des filiales afin de permettre aux jeunes de diffuser des informations et coordonner des actions efficaces telles que les médias, le marketing et la sensibilisation; ainsi que la Représentation des jeunes dans la prise de décision, la planification et l'élaboration de politiques relatives à la prévention des catastrophes et à la sécurité dans les écoles.
- Allocation de ressources humaines et financières à la réduction des risques de catastrophe et à la sécurité dans les écoles. En particulier, le renforcement des capacités spécifiques à la région pour le personnel directement impliqué dans l'administration, les mécanismes de réponse communautaires et nationaux ; et la mise en place de la sécurité de l'environnement scolaire par la rénovation ou la réparation de structures non sécuritaires, ou la construction de nouvelles écoles sûres.
- La promotion d'espaces d'apprentissage sécuritaires et protecteurs en cas d'urgence.

⁴ Antigua et Barbuda, Anguilla, Dominique, Cuba, Guyana, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges, Montserrat, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines.

⁵ (Antigua, Barbade, Îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago)

⁶ La résolution intégrale de la jeunesse peut être consultée via ce lien web: https://www.preventionweb.net/files/63939_youthresolutiontothe2ndministerialf.pdf

- Création de partenariats pour la réalisation d'activités d'engagement et de solutions concrètes.

3) Deuxième Forum ministériel caribéen sur la sécurité dans les écoles

Le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a été organisé par le Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale, des Affaires ecclésiastiques et de l'information de Saint-Vincent-et-les Grenadines les 29 et 30 avril 2019 à Kingstown, comme prolongement du premier Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles, tenu en avril 2017. Le Forum a été organisé par le ministère en collaboration étroite avec l'Agence de gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe dans les Caraïbes (CDEMA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS). Un comité de planification mixte s'est mis d'accord sur le thème et l'objectif du forum, a guidé l'élaboration de l'ordre du jour et de ses sessions, a supervisé la mise en œuvre du suivi des progrès de la feuille de route, a défini toute la communication publique, a mobilisé des ressources et a favorisé les synergies entre partenaires. Cela a renforcé l'approche collaborative et coordonnée entre les acteurs des secteurs de l'éducation et de la gestion des risques de catastrophe de la région. L'organisation du forum a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Office d'Aide Humanitaire de la Commission européenne (ECHO).



Le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a contribué à la stratégie régionale et au cadre de programmation de la CDEMA pour la gestion globale des catastrophes (GGC) 2014-2024; l'Initiative mondiale de l'UNDRR pour la sécurité dans les écoles (WISS) ; l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles ; le Plan d'action des Samoa pour les PEID, le Programme d'action global pour l'éducation au développement durable ; le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a contribué à la stratégie régionale et au cadre de programmation de la CDEMA pour la gestion globale des catastrophes (GGC) 2014-2024; l'Initiative mondiale de l'UNDRR pour la sécurité dans les écoles (WISS) ; l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles ; le Plan d'action des Samoa pour les PEID, le Programme d'action global pour l'éducation au développement durable ; le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Au cours des jours qui ont précédé le forum ministériel, le forum de la jeunesse « Mon île, ma vie » a été organisé dans le but d'identifier les problèmes de sécurité autour des trois piliers de la CSSI. Les jeunes présents ont rédigé une déclaration dans laquelle ils ont présenté leurs conclusions et leurs recommandations lors du forum ministériel. Par conséquent, leurs points de vue sont devenus une contribution précieuse au processus de mise à jour de la feuille de route régionale pour la sécurité dans les écoles.

a) Objectifs

Le forum s'est concentré sur les objectifs suivants :

- g) Mettre à jour la feuille de route des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles
- h) Faciliter la signature de la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles par les nouveaux signataires
- i) Suivre les progrès et les réalisations dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles
- j) Promouvoir et mieux faire connaître l'Initiative mondiale pour la sécurité à l'école (WISS) et l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles (CSSI)
- k) Promouvoir l'engagement des jeunes dans la CSSI
- l) Faciliter un dialogue ministériel avec les donateurs sur l'appui à la CSSI

b) Résultats

Les résultats attendus et obtenus sont les suivants :

- a) Mise à jour de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité des écoles
- b) Signature de la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles par les nouveaux signataires
- c) Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles
- d) Sensibilisation à l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles et à l'Initiative mondiale sur la sécurité dans les écoles, soulevée
- e) Contributions des jeunes à la Feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité des écoles, exploitées
- f) Soutien des donateurs à l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles, identifié
- g) Contributions définies pour la plate-forme mondiale et la plate-forme régionale 2020
- h) Nouveau président de l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles et prochain État hôte identifié

c) Participants

Représentants de pays

Ministre de l'Éducation
Représentant officiel
Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Bahamas
Barbade
Îles Vierges britanniques
Cuba
Curacao
Dominique
République Dominicaine
Grenade
Guyane
Haiti
Jamaïque
Montserrat
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Sint Maarten
Suriname
Îles Turques-et-Caïques

Poursuivant les travaux entamés avec le premier Forum ministériel en 2017, l'événement visait la participation de hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation des pays des Caraïbes. En conséquence, des ministres et des représentants de 19 pays ont assisté au forum, accompagnés de conseillers techniques. Le nombre total de participants a été porté à 89. Pour la première fois, des représentants des bureaux nationaux de gestion des catastrophes, notamment d'Anguilla, des Îles Vierges britanniques et de Saint-Vincent-et-les Grenadines ont participé à ce forum. Les pays participants ont été : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Îles Vierges britanniques, Îles Turques et Caïques, Jamaïque, Montserrat, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sint Maarten, Suriname.

De plus, des organisations régionales capables de soutenir la mise en œuvre du CSSI, notamment la Banque de développement des Caraïbes, la CDEMA, Build Change, l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNDRR et la Banque mondiale, ont également assisté au forum.

L'Association des directeurs d'écoles secondaires, Caribbean Media Corporation, l'ACAP, l'Organisation nationale de gestion des urgences, l'Association des directeurs d'école primaire, la Police royale de Saint-Vincent-et-les Grenadines, des représentants d'écoles, la Croix-Rouge de Saint-Vincent-et-les Grenadines, SVGCF, le syndicat des enseignants, l'abandon scolaire et l'EFTP se trouvent parmi les organisations locales qui ont assisté au forum ou l'ont soutenu.

Aperçu du genre



Tous les participants

35 (40%) hommes **52** (60%) femmes

Représentants*

11 (58%) hommes **8** (42%) femmes

Ministres

6 (67%) hommes **3** (33%) femmes

* Y compris les ministres



d) Méthodologie

Les trois éléments centraux de l'approche méthodologique ont été : 1) le suivi des progrès de la feuille de route de 2017 pour la sécurité dans les écoles, 2) les enseignements tirés de l'expérience et les recommandations sur des sujets clés provenant d'autres événements régionaux ou soulevés par les participants, ainsi que 3) le cadre global pour la sécurité dans les écoles, qui a servi de guide tout au long de l'événement.

Par conséquent, la première journée a été consacrée à la création des ressources nécessaires pour débattre de la sécurité des écoles dans les Caraïbes, en préparation du processus de mise à jour de la feuille de route. Une vue d'ensemble du cadre de la sécurité dans les écoles des Caraïbes a été fournie, ainsi que les résultats et les principales conclusions du suivi de la feuille de route 2017, effectués au cours des semaines précédant le forum. Des discussions de groupe, des présentations en plénière, des panels ainsi qu'un système d'interaction en ligne ont été utilisés pour partager et discuter des sujets pertinents.

Lors de la deuxième journée, les participants ont mené des travaux de groupe, organisés autour des trois piliers de la CSSI, ainsi que de son environnement favorable, en passant en revue la feuille de route sur la sécurité dans les écoles qui sera mise en œuvre au cours des deux prochaines années. Cet exercice a été soutenu par des ressources issues des discussions de la veille.

Tout au long du forum, des moyens novateurs d'engager un dialogue, de partager et d'obtenir du contenu ont été appliqués. Les participants pouvaient partager leurs réactions, leurs questions et leurs opinions via une plate-forme d'interaction en ligne, assister à des dessins en direct montrant leurs discussions esquissées en temps réel, créant ainsi une représentation visuelle du dialogue, ainsi que diverses dynamiques de groupe propices à un dialogue approfondi.

4) Suivi de la feuille de route des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles

Entre mars et avril 2019, un processus de suivi visant à mesurer le niveau de mise en œuvre de la feuille de route de 2017 a été mis en place afin d'étudier le niveau de progrès perçu par les principaux informateurs aux niveaux national et régional. Au cours de la phase de conception de l'outil de suivi, des repères de mise en œuvre ont été définis pour chacune des 21 activités prévues au niveau national et 15 au niveau régional. Ces points de repère étaient liés à une échelle à 4 niveaux : « Aucun progrès », « Quelques progrès », « Progrès importants » et « Atteint », suivant une logique séquentielle. La plupart des niveaux avaient plusieurs points de repère, ce qui représentait donc différents contextes nationaux ou institutionnels. Les répondants étant en mesure de marquer différents points de repère pour chaque activité, seule la sélection ayant obtenu le meilleur classement a été utilisée pour interpréter le niveau de progression d'un répondant spécifique.

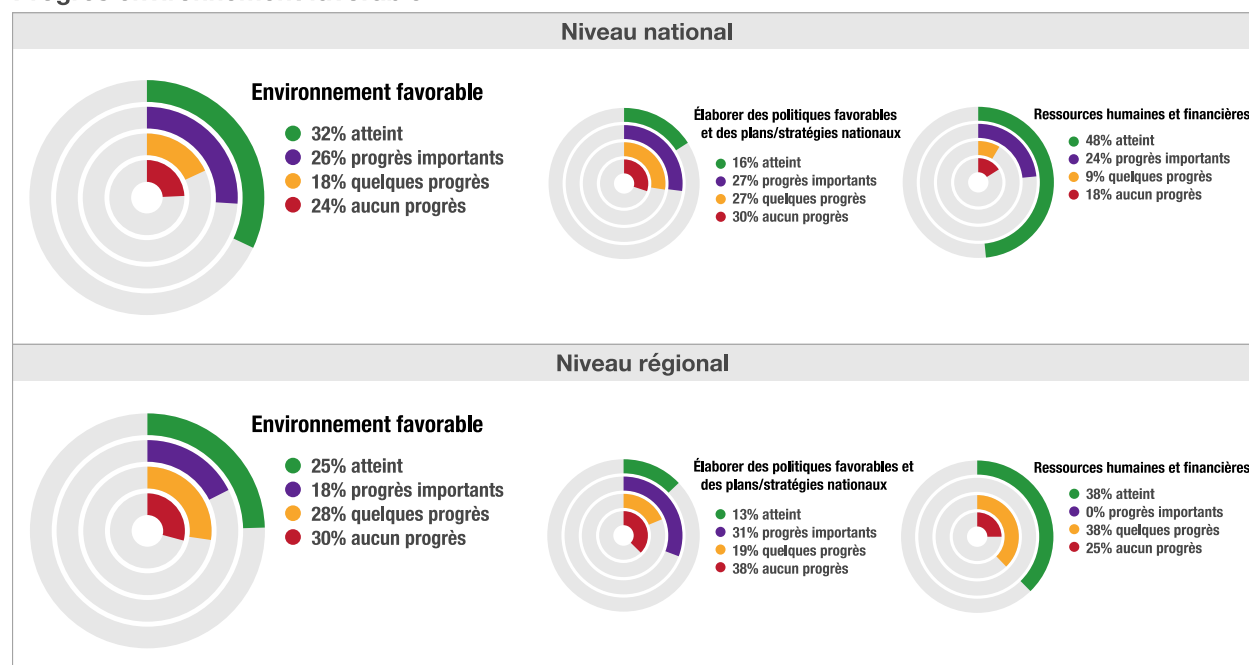
Au total, 11 pays cibles sur 12 ont contribué au suivi, offrant des informations précieuses au niveau national ; au niveau régional, 8 réponses ont été reçues, émanant d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales internationales et d'une institution financière internationale.

La section suivante résume les principales conclusions de ce processus de suivi. Les pourcentages sont exprimés par rapport au nombre total de répondants aux niveaux national et régional, respectivement. Contrairement aux activités au niveau national —où elles représentent un intérêt commun— les progrès des activités au niveau régional varient en fonction des mandats institutionnels des répondants. Il faut donc

s'attendre à un écart entre les niveaux de réalisation. De plus, l'enquête a porté sur les activités des institutions régionales, mais les résultats sont limités concernant les mesures selon lesquelles les pays ont bénéficié de ces actions.

a) Environnement favorable

Progrès environnement favorable



Au niveau national, la priorité « Élaborer des politiques favorables et des plans/stratégies nationaux » était l'un des trois piliers les moins performants. Cela est principalement dû aux efforts limités investis par les pays dans l'examen et l'analyse de la législation nationale, puisque seuls deux pays ont réussi à engager un groupe de travail ou un consultant pour effectuer une telle analyse. Dans certains cas, d'autres lois nationales connexes, telles que la législation nationale sur les catastrophes, sont en cours de révision et précèdent nécessairement les travaux sur l'inclusion des politiques et stratégies de gestion des risques de catastrophe dans le secteur de l'éducation. Malgré l'absence d'une analyse des politiques, 9 pays sur 11 ont réalisé des progrès significatifs ou atteint des niveaux d'actualisation et/ou de développement de plans et de politiques nationaux de sécurité dans les écoles. L'alignement des plans de sécurité des écoles sur les plans nationaux de gestion des risques de catastrophe, ainsi que le suivi et l'évaluation de ces plans de sécurité dans les écoles, ont montré une répartition égale entre les 4 niveaux de progrès.

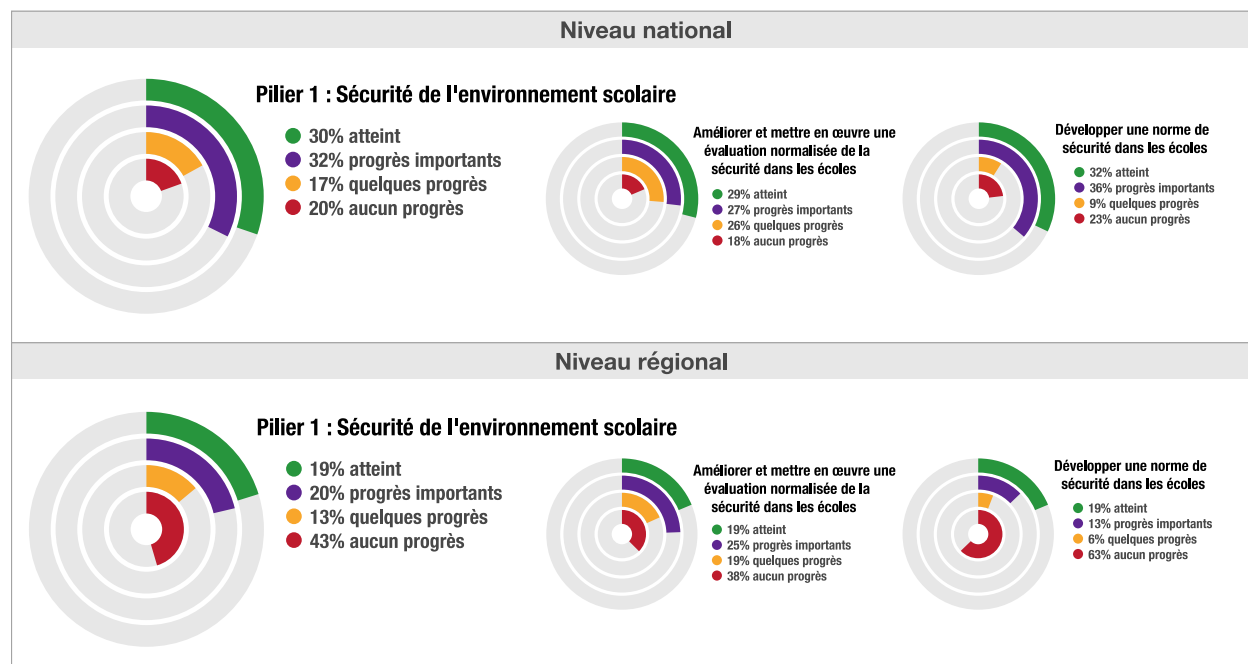
Au cours de la période de mise en œuvre de la feuille de route, les ministères de l'Éducation ont investi dans les « Ressources humaines et financières » et plus particulièrement dans la mise en place d'une capacité institutionnelle dédiée à la sécurité dans les écoles. Neuf pays sur onze ont rendu compte de leurs résultats dans ce domaine. Parmi ceux-ci, trois pays ont mis en place une structure ou une unité au sein du ministère

de l'Éducation afin de promouvoir la sécurité dans les écoles. De même, des progrès importants ont été réalisés dans l'élaboration de propositions visant à garantir le financement de la sécurité dans les écoles. Toutefois, en ce qui concerne l'inclusion de dispositions relatives à ce sujet dans le budget national, les succès ont été moins uniformes.

Au niveau régional, quatre institutions régionales ont réalisé des progrès significatifs en soutenant la cartographie des plans nationaux de sécurité dans les écoles, tandis que trois ont réalisé des progrès significatifs ou ont atteint leur objectif consistant à fournir des orientations techniques pour l'élaboration de politiques, de plans et de stratégies nationaux.

b) Pilier 1 : Sécurité de l'environnement scolaire

Pilier 1 : Sécurité de l'environnement scolaire



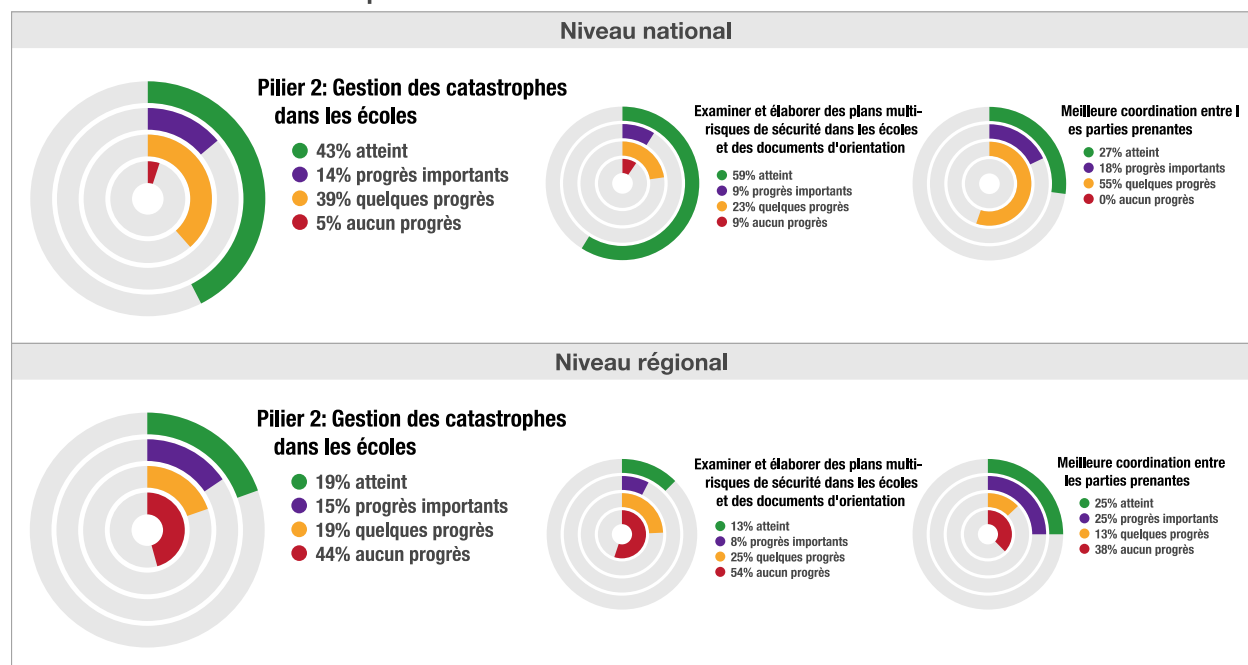
En ce qui concerne « l'amélioration et la mise en œuvre d'une évaluation normalisée de la sécurité dans les écoles », les pays ont réalisé d'importants progrès, beaucoup d'entre eux ayant adopté un outil d'évaluation, formé le personnel à sa mise en œuvre et piloté l'outil dans des écoles sélectionnées. Néanmoins, les étapes suivantes de calibrage de l'outil, de sa mise en œuvre au niveau national et du suivi et de l'évaluation de ses performances montrent toujours un écart significatif en termes de progrès. De même, l'élaboration d'une norme de sécurité dans les écoles n'a été réalisée que par 4 pays, et seuls 3 en ont fait une politique nationale.

D'un point de vue régional, des progrès significatifs ont été accomplis en ce qui concerne l'établissement d'un critère de sélection pour la collecte et la révision des outils d'évaluation régionaux, mais le résultat final n'a pas

encore été atteint. Cependant, 3 des 8 institutions régionales soutiennent activement l'application de l'outil dans différents pays, en mobilisant des experts ou en mettant à disposition la version finale des outils d'évaluation.

c) *Pilier 2: Gestion des catastrophes dans les écoles*

Pilier 2: Gestion des catastrophes dans les écoles



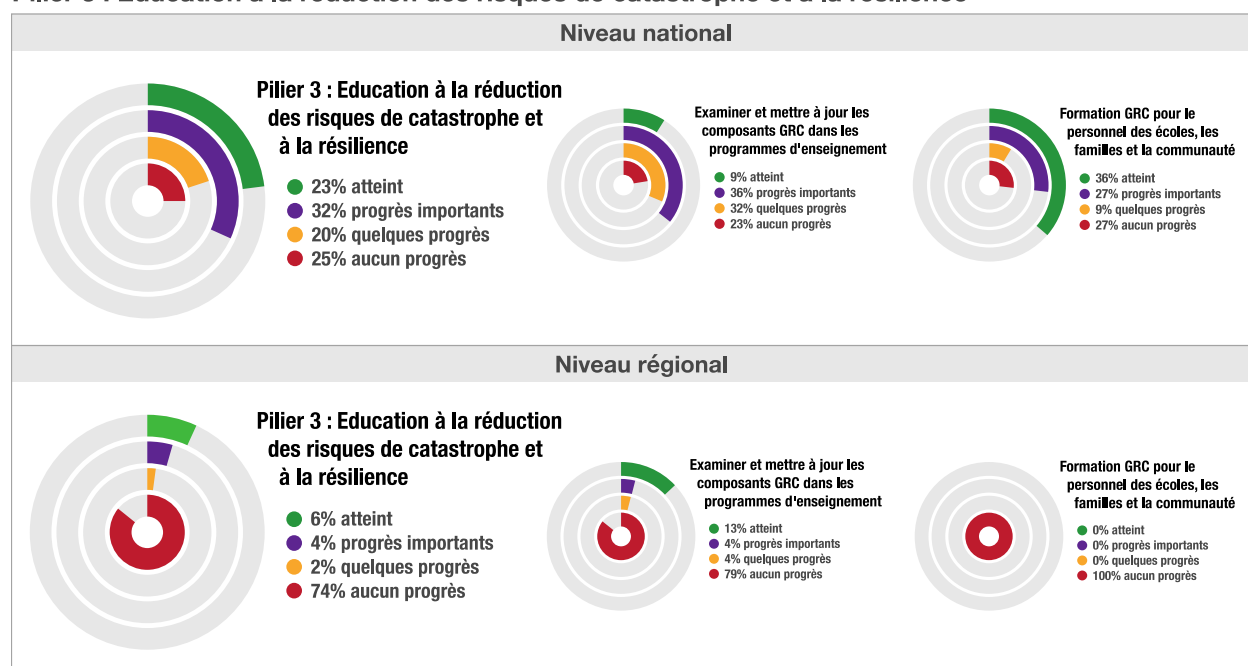
Les pays se sont beaucoup engagés dans « l'examen et l'élaboration de plans multirisque de sécurité dans les écoles et de documents d'orientation », 4 pays ayant achevé l'élaboration d'un projet de politique sur les plans multirisque de sécurité dans les écoles et 9 pays sur 11 ayant formé des enseignants, des parents, des étudiants et des fonctionnaires ou mené d'autres activités de sensibilisation. Ce domaine représente la plus grande réalisation commune parmi les pays des Caraïbes en ce qui concerne les priorités de la feuille de route pour la sécurité dans les écoles. En parallèle, trois pays ont achevé l'élaboration d'un document final décrivant les rôles et responsabilités des principales parties prenantes, ainsi que les mécanismes de coordination et de suivi. Dans une plus large mesure, les pays ont seulement réussi à élaborer une version préliminaire d'un tel document et, dans une proportion plus grande, seule une liste des parties prenantes impliquées dans la coordination de la sécurité dans les écoles a été développée.

Au niveau régional, un projet de document évaluant les structures, systèmes et ressources humaines actuels à utiliser comme base de référence pour la conception du cadre régional a été élaboré, mais l'engagement régional dans ce domaine a été très limité. À l'inverse, des progrès ont été accomplis dans les domaines suivants : modèle régional pour l'élaboration de plans de sécurité pour les écoles ainsi que pour le partage des

bonnes pratiques et des enseignements tirés entre les pays des Caraïbes. Du point de vue de la coordination, les progrès ont été variés : certaines institutions ont établi des listes d'acteurs clés, un groupe de travail pour les identifier ou un document de proposition de coordination. Seules deux institutions régionales ont mis au point un projet de protocole de coordination final.

d) *Pilier 3 : Education à la réduction des risques de catastrophe et à la résilience*

Pilier 3 : Education à la réduction des risques de catastrophe et à la résilience



L'« examen et la mise à jour des composants de la GRC dans les programmes d'enseignement » ont connu une progression intermédiaire, seuls deux pays ayant présenté une version préliminaire d'un tel programme. Les pays restants ont généralement signalé des progrès significatifs dans l'élaboration de recommandations, ou une note conceptuelle sur la manière d'intégrer la GRC au programme d'enseignement, ou la participation d'un groupe de travail ou d'un consultant pour le réviser et l'ajuster. Dans l'ensemble, cette priorité est l'un des domaines les moins performants de la feuille de route. Des efforts plus significatifs ont été investis dans « la formation à la GRC du personnel des écoles, les familles et la communauté », 4 pays sur 11 ayant fourni une formation à la GRC pour les enseignants. Deux autres pays ont mis au point du matériel de formation, mais ils n'ont pas encore mis en œuvre les formations ou s'efforcent d'intégrer les composantes de la GRC dans les programmes de formation des enseignants.

Au niveau régional, un seul établissement a réussi à élaborer des recommandations sur l'inclusion de l'adaptation au changement climatique dans les programmes d'enseignement nationaux, en menant une évaluation de référence et en élaborant un cadre de programme pour la formation ou le perfectionnement professionnels. Au niveau régional, aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne le point « donner un

aperçu des possibilités de renforcement des capacités existantes, telles que la boîte à outils pour l'éducation sur la réduction des risques de catastrophes, la formation des enseignants de l'USAID/OFDA sur la sécurité dans les écoles ou le programme des jeunes dans la GRC ».

e) Expériences des pays créant un impact

Reconnaître l'impact de tous les efforts déployés par les partenaires à travers la collecte, la systématisation et la diffusion des données factuelles, ainsi que promouvoir les bonnes pratiques, et renforcer les processus de responsabilisation à l'égard des bénéficiaires et des donateurs. En outre, il incite à renforcer la coopération et les investissements dans la prévention des catastrophes dans la région. Ces preuves sont généralement liées à des engagements spécifiques, aux communautés prenant le leadership, aux institutions promouvant les bonnes pratiques et à l'amélioration continue des pratiques de prévention des catastrophes. Au cours du processus de suivi de la feuille de route, les pays ont partagé certaines de ces bonnes pratiques et changements positifs :

- République dominicaine : création de départements spécifiques chargés de mettre en place une structure institutionnelle de prévention des catastrophes afin d'améliorer les capacités de la communauté éducative.
- Dominique : les connaissances accrues de la communauté scolaire sur les aléas susceptibles de les affecter ont entraîné un changement d'attitude. Ce changement d'attitude peut être attribué au travail considérable effectué avec les écoles dans le domaine de l'évaluation des aléas, de la vulnérabilité et des capacités après l'ouragan Maria.
- Grenade : les étudiants, les enseignants et le personnel sont plus conscients de l'importance de la planification de la sécurité dans les écoles en raison de leur implication dans des activités connexes. Ces initiatives font partie d'un travail conjoint du ministère de l'Éducation et de l'Agence nationale de gestion des catastrophes.
- Antigua-et-Barbuda : des exercices réguliers ont montré des changements au cours des efforts d'intervention au niveau des écoles grâce à l'élaboration et à la diffusion de plans d'urgence, le Programme modèle de sécurité dans les écoles jouant un rôle catalyseur dans ce processus.
- Saint-Vincent-et-les Grenadines : l'utilisation de ressources d'alerte rapide aux tsunamis ainsi que toute une série d'exercices et d'actions de sensibilisation concernant ces avertissements ont suscité de meilleures réactions de la part de la communauté. Cela a été encore renforcé par les campagnes annuelles de sensibilisation aux ouragans et par le développement obligatoire de plans de sécurité pour les écoles.
- Sainte-Lucie : les écoles dotées de plans de sécurité élaborés de manière inclusive et participative, ont constaté une amélioration de la sécurité. En conséquence, les parents et les élèves ont demandé de l'aide pour l'élaboration de plans de sécurité domestique.
- Montserrat : avec l'assistance des parties prenantes à une formation modèle sur la sécurité dans les écoles en 2017, un changement important d'approche en matière de sécurité à l'école a été initié. Cette formation a été renforcée par la formation de tout le personnel des écoles secondaires.

5) Sécurité dans les écoles : explorer les possibilités

Les expériences liées à la feuille de route de 2017 ont montré que la mise en œuvre concrète de la sécurité dans les écoles est une construction aux multiples facettes, dans laquelle la collaboration et la coopération sont un facteur clé permettant d'améliorer la prévention des catastrophes et le relèvement. Cela englobe la collaboration interministérielle (en particulier les ministères de l'Éducation et de la Santé), les partenariats privés et publics et les mécanismes de soutien régionaux.



En vue de l'examen de la feuille de route, les enseignements tirés sur les domaines clés ont été partagés et des discussions tenues, identifiant les éléments à intégrer au flux de travail régional relatif à la sécurité des écoles au cours des deux prochaines années. Ceux-ci ont servi de ressources aux participants lors de la mise à jour de la feuille de route régionale. La section suivante résume les principaux résultats de ces sessions.

a) Opportunités d'orientation concernant la résilience du secteur de l'éducation : leçons tirées des derniers événements

Les enseignements tirés des deux années précédentes soulignent l'importance de sensibiliser et de renforcer les capacités des principaux acteurs pour identifier les risques et les vulnérabilités, pour renforcer l'état de la résilience aux catastrophes, les structures privées et de la société civile ainsi que les communautés. Les événements récents ont montré que les ministères de l'Éducation réagissent de manière positive face à la nécessité de mettre en œuvre des mesures d'intervention et de redressement, tout en démontrant leur engagement envers le droit à l'éducation et à la protection des enfants. D'un point de vue politique, les enseignements tirés au cours de cette période incluent la nécessité d'améliorer les plans intersectoriels, la gouvernance et la coordination au niveau national, d'élaborer ou de clarifier la politique sur des questions spécifiques, principalement en ce qui concerne :

- l'utilisation des écoles comme abris et la recherche d'alternatives fonctionnelles ;
- les problèmes liés au fait que les étudiants se déplacent d'une île à l'autre en situation d'urgence sans processus d'immigration approprié lors de leur sortie ou entrée dans les différents territoires ;
- la rationalisation d'une approche transversale sensible à la dimension de genre au long de toutes les phases de la gestion des risques de catastrophe ;
- et la nécessité de développer des moyens et des procédures pour sauvegarder les matériaux et les archives.

Les participants ont mis en exergue les obstacles à la mise en place de composantes stratégiques pour la sécurité des écoles, telles que les caractéristiques géographiques et géologiques des États insulaires des Caraïbes et les coûts relatifs qui en résultent pour la mise en œuvre de politiques dans un tel contexte. Les représentants ont souligné la nécessité de poursuivre l'élaboration de stratégies permettant de disposer de ressources financières continues pour la sécurité des écoles, telles que la mise en réserve d'un pourcentage de la taxe sur la valeur ajoutée pour les interventions en cas de catastrophe. Une stratégie à moyen et à long terme permettra de passer de la formulation, à la mise en œuvre des politiques.

Dans une autre perspective, l'ouragan Irma a souligné la nécessité de revoir les polices d'assurance, car celles-ci montraient qu'elles ne pouvaient pas faire face à une catastrophe de grande ampleur de manière à favoriser une reprise des activités et un relèvement rapides. La saison des ouragans de 2017 a mis en évidence des lacunes dans les régimes d'assurance, où les décaissements de fonds n'étaient pas au même niveau que les conditions financières requises pour la reprise des activités et le relèvement des communautés, entraînant des retards et mettant ainsi une pression sur le secteur de l'éducation dans son ensemble.

Au-delà des contraintes financières imposées par les actions de prévention des catastrophes ou les interventions en cas de catastrophe, faire respecter les règles, telles que les codes du bâtiment, les activités obligatoires de renforcement des capacités, fondées sur des politiques, telles que des exercices de simulation réguliers. Les représentants des pays ont évoqué une utilisation insuffisante des informations sur les risques pour la prise de décision, des connaissances insuffisantes pour planifier et mettre en œuvre l'éducation dans les situations d'urgence, ainsi qu'une diffusion et un soutien plus larges des outils pédagogiques SMART School. En outre, le leadership et la volonté politique sont des facteurs essentiels mis en évidence dans la transformation des politiques, les événements récents étant un catalyseur de changement.

b) Protection de l'enfant - Un thème fédérateur pour la résilience du secteur de l'éducation

Comme indiqué lors du forum, les enfants représentent la moitié de la population déplacée lors de catastrophes, ce qui soulève des questions sur les plans de prévention des catastrophes qui s'occupent de la protection des enfants et d'autres groupes vulnérables. Les représentants ont fait part de leurs préoccupations concernant l'absence des droits des enfants dans les politiques de gestion des catastrophes et de résilience, soulignant la nécessité d'intégrer davantage la protection dans les interventions d'urgence et en particulier dans la sécurité des écoles.

Les événements survenus entre 2017 et 2019 ont mis en évidence le fossé qui nous éloigne toujours d'un suivi et une surveillance efficaces des enfants émigrant des pays touchés par des situations d'urgence et la garantie de la protection de leurs droits dans les pays d'accueil. Cela est également étroitement lié à la fourniture de services de soutien psychosocial, qui ont été identifiés non seulement comme étant nécessaires pour les enfants, mais également pour les enseignants et autres professionnels engagés dans le soutien aux enfants. Les politiques, les services et les protocoles de protection de l'enfant doivent être présents à tous les niveaux, y compris dans le plan de sécurité de chaque école. Les recommandations centrées sur les piliers englobent une approche inclusive et sensible au genre pour la rénovation ou la construction de nouvelles écoles, la participation active des enfants aux plans de gestion des catastrophes scolaires, ainsi que l'inclusion de la protection dans les programmes de prévention des catastrophes et d'adaptation au changement climatique.

Parmi les actions mises en œuvre par les pays qui ont dû faire face à une catastrophe et se ressaisir et considérées comme ayant eu un impact positif sur la protection des enfants, on peut citer :

- Améliorer les mécanismes de suivi et le protocole d'intégration des étudiants émigrant des pays touchés ;
- Mise en œuvre d'activités de soutien psychosocial, telles que le programme « Retour au bonheur », créant des espaces sécurisés pour les enfants ;
- Offrir des activités de soutien psychosocial aux enseignants travaillant avec des enfants, qui ont également été affectés par leur expérience personnelle ou par l'appui qu'ils offrent aux enfants dans le cadre de leur travail ;
- Introduire la protection de l'enfance dans la gestion des abris.

À Anguilla, par exemple, en 2017, la réaction multisectorielle à Irma a eu un impact considérable, en assouplissant les règles en matière de passation des marchés, en soutenant activement un centre d'assurance, en relocalisant une école et en instaurant un système d'équipes de travail. Parallèlement, un soutien en nature a été fourni aux familles et aux enseignants. Plusieurs pays ont mis en œuvre le programme « Retour au bonheur » dans le cadre de leur approche de soutien psychosocial, renforçant ainsi les environnements sûrs pour les enfants et les jeunes.

c) Liens entre les bureaux nationaux de gestion des urgences et les ministères de l'éducation

S'il est prévu que les ministères de l'Éducation mettent en œuvre des mesures de gestion des risques de catastrophe pour protéger la communauté scolaire et faire en sorte que le droit à l'éducation soit maintenu en cas d'urgence, les compétences techniques dans ce domaine ne sont pas encore installées. Les bureaux nationaux de gestion des urgences sont les entités habituelles qui supervisent les efforts de gestion des risques de catastrophe d'un pays. Cela implique de faire progresser les initiatives d'identification des risques, de mettre en place une meilleure gouvernance pour la réduction des risques de catastrophe, de promouvoir la protection financière afin de minimiser l'impact des catastrophes et de pouvoir réagir efficacement, ainsi que de se préparer en permanence à la réponse. L'éducation est l'un des éléments de ce spectre plus large ; la coopération entre ces services et les ministères de l'Éducation est donc primordiale pour obtenir des résultats efficaces.

En conséquence et pour la première fois, les bureaux nationaux de gestion des urgences ont été invités à participer au forum ministériel, reconnaissant la nécessité de créer et de maintenir des liens entre les ministères de l'Éducation et ces structures de gestion des risques de catastrophe. Les réalisations communes partagées par les pays comprennent :

- Plaider pour que la prévention des catastrophes soit incluse dans les programmes d'enseignement
- Rénovation d'écoles présentant un danger
- Mise en œuvre d'activités de sensibilisation aux risques connus
- Organiser des formations et des activités de renforcement des capacités pour les enseignants et le personnel

Pour sa réalisation, il est fondamental que la volonté politique et l'engagement existent, afin d'établir une vision stratégique globale pour le renforcement de la résilience dans le secteur de l'éducation, au-delà d'une coopération ponctuelle résultant d'un événement destructeur. La mise en place d'un environnement favorable et d'arrangements institutionnels appropriés est essentielle pour maintenir ces liens. Pour progresser dans ce domaine, les représentants plaident pour une communication ouverte afin de tirer parti de l'occasion offerte par les événements aléatoires pour faire avancer ce programme.

Les compétences acquises par les bureaux nationaux de gestion des urgences d'autres secteurs peuvent être transposées dans le secteur de l'éducation. L'initiative des hôpitaux intelligents, promue par l'OPS et les ministères de la Santé, en est un exemple. Elle a été transformée dans le programme SMART School, comme ce fut le cas dans les Îles Vierges britanniques. De même, les écoles ont dû suivre un programme de certification, qui les a conduites à travers un processus complet de sécurité nécessitant une approche multisectorielle.



d) Soutien des donateurs régionaux à la promotion de la sécurité dans les écoles

La Banque de développement des Caraïbes s'emploie à catalyser les ressources de développement de la région, en collaboration avec nos pays membres emprunteurs et d'autres partenaires de développement, en vue de la réduction systématique de la pauvreté dans leur pays grâce au développement social et économique. Le financement d'initiatives spécifiques repose sur une approche factuelle. Selon les données de 2018, plus de la moitié des ressources mobilisées sont prévues pour des investissements dans l'éducation et le développement des ressources humaines, y compris l'amélioration des moyens de subsistance, amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et amélioration des routes et du drainage des communautés de base dans les communautés vulnérables.

Plus précisément, la CDB a soutenu des activités de sensibilisation aux volcans et a fourni un financement et un appui technique à divers besoins éducatifs, tels que la formation des enseignants dans les écoles primaires publiques et non publiques, l'amélioration des infrastructures scolaires, l'amélioration des évaluations des apprentissages et de la réforme des programmes, parmi d'autres domaines clés. Au niveau régional, elle a soutenu la CDEMA et la mise en œuvre du programme modèle de sécurité dans les écoles. Les pays éligibles qui souhaitent accéder au financement de la CDB doivent élaborer un cadre de politique nationale.

Le Programme mondial pour des écoles plus sûres (GPSS) de la Banque mondiale vise à stimuler et à faciliter des investissements informés et à grande échelle, pour la sécurité et la résilience des infrastructures scolaires nouvelles et existantes exposées aux risques naturels, contribuant ainsi à la création d'environnements d'apprentissage de grande qualité. L'accent est mis principalement sur l'infrastructure scolaire publique dans les pays en développement. Financé par le Fonds mondial de prévention des catastrophes et de relèvement (GFDRR), le GPSS a été lancé en 2014, s'appuyant sur l'expérience et les enseignements tirés des projets de

la Banque mondiale axés sur la sécurité dans les écoles dans différents pays. Sa stratégie repose sur la mise en œuvre du cadre de la CSSI, mais elle porte essentiellement sur le pilier 1, « Sécurité de l'environnement scolaire », en raison de changements de politique ou d'investissements limités pour promouvoir la sécurité des infrastructures scolaires, malgré les accords internationaux visant à réduire les risques de catastrophe et à lutter contre le changement climatique.

Au niveau des pays, le programme soutient —par le biais de projets de la Banque mondiale— les efforts des gouvernements pour : concevoir et mettre en œuvre des programmes scolaires plus sûrs ; influencer les réformes des politiques et les investissements plus larges dans la réduction des risques afin de créer des environnements scolaires plus sûrs ; et éclairer les stratégies nationales à long terme qui donnent la priorité à la sécurité à grande échelle et relient les activités précédentes et en cours dans le secteur de l'éducation.

Dans chaque pilier de la CSSI, les actions prises en charge sont les suivantes :

Pilier 1 : Développer des connaissances mondiales fondées sur des données factuelles sur la sécurité et la résilience des infrastructures scolaires.

- 1.1 Impacts des risques de catastrophe sur le secteur de l'éducation.
- 1.2 Solutions et innovation pour des réseaux d'infrastructures scolaires sûrs et résilients.
- 1.3 Outils d'information sur les investissements visant à réduire la vulnérabilité des réseaux d'infrastructures scolaires.

Pilier 2 : Intégrer les considérations de réduction des risques dans les opérations d'infrastructure de la Banque mondiale.

- 2.1. Examen des investissements en infrastructures scolaires dans les opérations d'éducation de la Banque mondiale.
- 2.2. Notes d'orientation et outils destinés aux équipes spéciales pour intégrer le risque dans les opérations de la Banque mondiale.
- 2.3. Apprendre par la pratique : Assistance technique à certaines opérations en cours de la Banque mondiale.

Pilier 3 : Fournir des conseils techniques pour les activités dans les pays et faciliter la conception d'investissements tenant compte des risques.

- 3.1. Diagnostic de la sécurité scolaire au niveau des pays.
- 3.2. Accorder des ressources pour des activités dans le pays.

Pilier 4 : Rendre disponibles des supports de connaissances

- 4.1. Plateforme Web et solutions informatiques.
- 4.2. Solutions accélérées par e-learning.

Afin de promouvoir une approche systématique, une note d'orientation intitulée « Feuille de route pour des écoles plus sûres » a été élaborée en 2016 et lancée en janvier 2017. La feuille de route est un outil opérationnel pour guider les interactions des responsables de projets de la Banque mondiale avec les gestionnaires d'infrastructure et les parties prenantes, afin de promouvoir un dialogue plus informé et structuré sur l'investissement dans la sécurité des infrastructures scolaires nouvelles et existantes comme moyen d'atténuer les risques de catastrophe.

6) Améliorer la feuille de route régionale pour la sécurité dans les écoles

Au cours de la deuxième journée du Forum ministériel, les participants ont discuté de l'avenir de la feuille de route des Caraïbes pour la sécurité dans les écoles. Les discussions tenues au cours de la journée précédente, le suivi de la feuille de route de 2017 ainsi que la déclaration du Forum de la jeunesse ont été des ressources clés pour guider le travail effectué dans la révision des activités de la feuille de route.

D'un point de vue général, les huit domaines prioritaires étaient considérés comme toujours valables et importants, et n'ont subi aucun changement. Néanmoins, les activités régionales et nationales ont été examinées, modifiées ou ajoutées afin de mieux refléter les domaines d'intervention requis pour faire progresser la sécurité des écoles dans la région. De plus, des moyens pour adapter la feuille de route aux réalités locales ont été introduits en incorporant des colonnes de planification vierges à compléter au niveau national et/ou institutionnel. Cela devrait améliorer la planification, le suivi, l'évaluation et la reddition de comptes des activités de la feuille de route.

a) Changements apportés à la feuille de route des Caraïbes pour la sécurité dans les écoles

Le lien vers le document complet de la feuille de route figure à l'annexe II, mais les principales modifications apportées à ce document sont résumées ci-dessous. Les priorités sur lesquelles aucune modification n'a été introduite ne sont pas répertoriées dans ce résumé.

Nouvelles activités ou activités mises à jour concernant la sécurité de l'environnement scolaire

- Domaine prioritaire : Élaborer des politiques favorables et des plans/stratégies nationaux
 - *(nouveau)* Développer un protocole régissant la circulation des enfants entre pays dans les situations d'urgence
 - *(nouveau)* Élaborer un modèle national de politique et de document d'orientation sur la sécurité dans les écoles afin de soutenir l'élaboration de politiques au niveau national
 - *(nouveau)* Élargir la portée géographique du sous-comité de la sécurité dans les écoles pour faciliter la collaboration entre les territoires des Caraïbes
 - *(mise à jour)* Examiner le cadre législatif et politique pour s'assurer que la sécurité dans les écoles en fait partie
 - *(nouveau)* Suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité dans les écoles

Nouvelles activités ou activités mises à jour pour le pilier 1 : Sécurité de l'environnement scolaire

- Domaine prioritaire : Améliorer et mettre en œuvre une évaluation normalisée de la sécurité dans les écoles
 - (mise à jour) Recueillir et examiner les outils existants afin de déterminer les plus appropriés pour la mise en œuvre dans les pays des Caraïbes (par exemple, les outils VISUS et MSSP) et créer un référentiel régional des outils recommandés
- Domaine prioritaire « Développer une norme de sécurité dans les écoles »
 - (mise à jour) Compiler et promouvoir les bonnes pratiques pour des normes de sécurité dans les écoles et établir des normes minimales pour garantir la sécurité dans les écoles, consignées dans un référentiel régional de normes
 - (nouveau) S'assurer que les normes de sécurité dans les écoles incluent les spécificités des centres d'éducation spéciale
 - (nouveau) Développer un consensus régional sur le concept de « Sécurité de l'environnement scolaire » dans le contexte des Caraïbes

Nouvelles activités ou activités mises à jour pour le pilier 2: Gestion des catastrophes dans les écoles

- Domaine prioritaire « Examiner et élaborer des plans multirisques de sécurité dans les écoles et des documents d'orientation »
 - (mise à jour) Évaluation des structures, systèmes et ressources humaines nationaux actuels à utiliser comme base de référence pour la conception du cadre régional, y compris la protection de l'enfant, la santé et l'empreinte environnementale
 - (nouveau) Élaborer des plans d'éducation en situation d'urgence et intégrer des versions concises de ces plans dans le plan sectoriel de l'éducation, tout en tenant dûment compte de la protection de l'enfant, de la santé et de l'empreinte environnementale
 - (nouveau) Établir un mécanisme pour aider les écoles à élaborer et à tester leurs plans de sécurité dans les écoles et renforcer leurs capacités (p. Ex. experts individuels ou équipes de support)
 - (mise à jour) Élaborer, approuver et mettre en œuvre une politique de sécurité dans les écoles alignée sur les priorités et les plans nationaux

Nouvelles activités ou activités mises à jour pour le pilier 3 : Education à la réduction des risques et à la résilience

- Domaine prioritaire : Formation GRC pour le personnel des écoles, les familles et la communauté
 - (nouveau) Réaliser un examen régional des programmes universitaires, des collèges d'enseignants, du personnel scolaire, de la famille et de la communauté afin d'établir dans quelle mesure la formation en matière de RRC et de résilience y est intégrée.
 - (nouveau) Compiler des ressources pour soutenir la formation des enseignants sur des sujets liés à l'éducation à la RRC et à la résilience et au soutien psychosocial
 - (nouveau) Organiser un forum de la jeunesse pour faire progresser l'éducation à la RRC et à la résilience dans la région

- (*mise à jour*) Assurer une formation initiale et continue régulière des enseignants, y compris l'utilisation de la technologie pour l'enseignement à distance
- (*nouveauté*) Engager des groupes de la société civile (groupes de jeunes, confessionnels, autres) dans des activités d'éducation du public et élargir les canaux de communication tels que les médias sociaux et les forums parents

b) *Signataires supplémentaires de la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles*

Le Forum ministériel a permis de nouveaux pays d'appuyer l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles en signant la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles adoptée lors du premier Forum ministériel de 2017. Au cours du forum et dans les semaines qui ont l'ont suivi, les 6 pays suivants ont signé l'annexe à la déclaration :

- Curaçao
- Grenade
- République d'Haïti
- Jamaïque
- Sint Maarten
- République du Suriname



Les signataires susmentionnés font maintenant partie d'un groupe de 18 pays des Caraïbes qui approuve officiellement l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles.⁷

Le troisième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles devrait se tenir en 2021 à Sint Maarten et le quatrième, prévu pour 2023, dans les Îles Vierges britanniques.

7) Évaluation des participants

À la clôture du forum, tous les participants ont été invités à répondre à une enquête visant à mesurer le niveau de réalisation perçu dans différents domaines de l'événement. Le graphique suivant montre le score moyen des différents domaines, 1 étant le score le plus bas et 10 le plus élevé.

La durée de l'événement a été appropriée



Le calendrier a permis le bon déroulement de cet événement



Les objectifs du forum ont été atteints



Les animateurs ont créé un environnement propice à la participation active



Un temps suffisant a été consacré à chacune des différentes questions et aux questions et réponses



Les activités prévues ont permis d'atteindre les objectifs de l'événement en termes de travail de groupe et d'implication active



L'événement a répondu à mes attentes et à mes besoins



⁷ Au 9 juin 2019

8) Conclusions

Le succès du Forum ministériel montre l'importance accordée à la sécurité des écoles dans les pays des Caraïbes et témoigne de leur engagement continu dans ce domaine. Les événements survenus dans les Caraïbes depuis le premier Forum ministériel ont mis en évidence les réalisations et les lacunes, le deuxième Forum ministériel des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles constituant une plate-forme essentielle pour intégrer les enseignements tirés de ces expériences non seulement dans le contexte d'un pays, mais également pour le bénéfice de la communauté des Caraïbes au sens large.

Conformément aux résultats attendus, les réalisations du forum ont été les suivantes :

- a) La feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité des écoles a été mise à jour et améliorée, et se trouve à la disposition du public pour les pays et les institutions régionales.
- b) Six nouveaux pays ont signé la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles, ce qui porte à 18 le nombre total de signataires.
- c) Le rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles a été partagé et discuté avec les participants, apportant une contribution importante au processus de mise à jour de la feuille de route.
- d) La sensibilisation à l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles et à l'Initiative mondiale sur la sécurité dans les écoles a été menée parmi les participants au cours d'une session spécifique et de son exemplification continue tout au long du forum.
- e) La déclaration de la jeunesse avant l'amélioration de la feuille de route a été une contribution essentielle, permettant ainsi à la voix et à l'opinion des jeunes d'être entendues et intégrées aux discussions.
- f) Des domaines d'appui de la Banque de développement des Caraïbes et de la Banque mondiale pour l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles ont été identifiés.
- g) Les contributions pour la plate-forme mondiale et la plate-forme régionale 2020 seront présentées par le président de l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles.
- h) M. St. Clair Prince, ministre de l'Éducation, de la Réconciliation nationale, des Affaires ecclésiastiques et de l'Information de Saint-Vincent-et-les Grenadines, est devenu le nouveau président de l'Initiative caribéenne pour la sécurité dans les écoles et, Sint Maarten ainsi que les Îles Vierges britanniques ont été identifiés comme les prochains États hôtes pour 2021 et 2023 respectivement.

9) Annexes

a) *ANNEXE I : Annexe à la déclaration d'Antigua-et-Barbuda + 6*

Disponible sur : https://www.preventionweb.net/files/63939_annextothedeclarationofantiguaandba.pdf

b) *ANNEXE II : Mise à jour de la feuille de route des Caraïbes sur la sécurité dans les écoles*

Disponible sur : https://www.preventionweb.net/files/63939_cssiupdatedroadmapapril2019.pdf

c) *ANNEXE III : Résolution de la jeunesse pour le deuxième Forum ministériel sur la sécurité dans les écoles*

Disponible sur : https://www.preventionweb.net/files/63939_youthresolutiontothe2ndministerialf.pdf

d) ANNEXE IV : Deuxième Forum ministériel caribéen sur la sécurité dans les écoles sur le programme de sécurité dans les écoles

Horaire	Lundi 29 avril 2019
08:30-09:00	Enregistrement
09:00-09:45	Cérémonie d'ouverture <i>Des représentants d'organisations régionales, le ministre de l'Éducation, de la Réconciliation nationale, des Affaires ecclésiastiques et de l'information de Saint-Vincent-et-les Grenadines, ainsi que d'autres délégués nationaux, prononceront des mots de bienvenue et d'ouverture.</i>
09:45-10:15	<i>Photo de groupe et pause café</i>
10:15-10:35	Session 1 : Présentation du forum <i>Présentation des objectifs du forum, des résultats attendus, du programme, de la méthodologie de travail et fourniture d'informations logistiques</i> - Marcel GOYENECHE, Facilitateur
10:35-10:50	Session 2 : Cadre global de la sécurité dans les écoles - Progrès de la mise en œuvre à l'échelle mondiale <i>Présentation d'un aperçu du cadre caribéen de la sécurité dans les écoles et détail des avancées globales dans son développement et sa mise en œuvre.</i> Intervenants : - Saskia CARUSI, UNISDR - Jair TORRES, UNESCO
10:50-11:45	Session 3 : Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles et progrès réalisés dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale sur la sécurité dans les écoles <i>Les délégués recevront une présentation de base sur l'Initiative des écoles sûres des Caraïbes, la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la sécurité dans les écoles et la feuille de route régionale élaborée en 2017. Les progrès dans la mise en œuvre de la feuille de route seront partagés et les réalisations, les lacunes et les opportunités pour progresser dans la feuille de route seront mises en évidence.</i> - Marcel GOYENECHE, Facilitateur Panélistes : - Hon. Min. Nicolette Odella HENRY, Ministère de l'Éducation, Guyana - Hon. Min. Natalio WHEATLEY, Ministère de l'Éducation et de la Culture, Îles Vierges - Carlos VARGAS DE LA CRUZ, Directeur des urgences et des catastrophes, Ministère de l'Éducation, République dominicaine

11:45-13:00	<p>Session 4 : Opportunités d'orientation concernant la résilience du secteur de l'éducation : leçons tirées des derniers événements</p> <p><i>Présentation succincte de certaines des principales leçons à tirer pour le secteur de l'éducation de l'impact d'Irma et Maria et analyse des changements d'orientation mis en œuvre ou envisagés par leurs ministères de l'éducation.</i></p> <p>Président :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Hon. Min. Shawn RICHARDS, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Education, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Saint-Kitts-et-Nevis</i> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Hon. Min. Jeffrey Lloyd, Ministère de l'Éducation, Bahamas</i> - <i>Hon. Min. Petter SAINT-JEAN, Ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines, Dominique</i> - <i>Hon. Min. St. Clair Prince, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information</i> - <i>Hon. Min. Wycliffe SMITH, Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, Sint Maarten</i> - <i>Jair TORRES, UNESCO</i> - <i>Représentant de la jeunesse</i>
13:00-14:15	<i>Déjeuner</i>
14:15-15:30	<p>Session 5 : Protection de l'enfant - Un thème fédérateur pour la résilience du secteur de l'éducation</p> <p><i>Un aperçu des liens pertinents entre le secteur de l'éducation et la protection de l'enfant sera présenté, en soulignant les perspectives, y compris l'élaboration d'un protocole régional multisectoriel sur la protection de l'enfant.</i></p> <p>Président :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>UNICEF</i> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Anguilla</i> - <i>Dominique</i> - <i>Trinité-et-Tobago</i>
15:30-16:00	<i>Pause café</i>

16:00-17:00	<p>Session 6 : Études de cas sur les bonnes pratiques en matière de renforcement de la résilience dans le secteur de l'éducation par le biais des bureaux nationaux de gestion des urgences et des liens du ministère de l'Éducation. Présentation de quelques études de cas sur les bonnes pratiques en matière de renforcement de la résilience dans le secteur de l'éducation par le biais de liens entre les bureaux nationaux de gestion des urgences et le Ministère de l'Éducation</p> <p>Président :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Elizabeth RILEY, directrice exécutive adjointe, CDEMA</i> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eva ESCALONA SERRANO, directrice nationale pour la Science et la Technologie, ministère de l'Éducation, Cuba - Mme Michelle FORBES, directrice, Organisation nationale de gestion des urgences, Saint-Vincent-et-les Grenadines - Mark W. GARLAND, directeur adjoint du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Bibliothèques, Îles Turques-et-Caïques - Sharleen DABREO, directrice du département de gestion des catastrophes naturelles, îles Vierges
19:00-20:00	Cocktail de bienvenue offert par le gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines

Horaire	Mardi 30 avril 2019
08:30-09:00	Récapitulation du jour précédent
09:00-10:15	<p>Session 7 : Améliorer la feuille de route régionale pour la sécurité dans les écoles</p> <p><i>Améliorer la feuille de route régionale pour la sécurité dans les écoles. Les délégués recevront un aperçu de la méthodologie de la session et se dirigeront vers des groupes de travail pour améliorer la feuille de route de 2017.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Marcel GOYENECHE, Facilitateur</i>
10:15-10:45	<i>Pause café</i>

10:45- 11:30	<p>Session 8 : Présentations des groupes de travail</p> <p><i>Présentation des résultats des groupes de travail.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>OECS</i>
11:30- 12:00	<p>Session 9 : Soutien des donateurs régionaux à la promotion de la sécurité dans les écoles</p> <p><i>Les partenaires du développement donneront leur soutien à l'Initiative des écoles sûres des Caraïbes et à la mise en œuvre de la feuille de route régionale sur la sécurité dans les écoles.</i></p> <p>Président :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Hon. Min. (Ag.) Lucille MOE, ministère de l'Éducation, de la Formation technologique et professionnelle, Barbade</i> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Paul MURPHY, chargé des opérations (Éducation), Banque de développement des Caraïbes</i> - <i>Eduardo EREÑO BLANCHET, spécialiste principal en Gestion des risques de catastrophe, Banque mondiale</i>
12:00- 12:25	<p>Session 10 : Signature de la déclaration d'Antigua et Barbuda</p> <p>Président :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Hon. Min. St. Clair PRINCE, ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information, Saint-Vincent-et-les Grenadines</i>
12:25- 12:45	Prochaines étapes et cérémonie de clôture
12:45- 13:45	<i>Déjeuner</i>
14:00- 16:00	Visite de terrain

e) Liste des participants

Nom	Titre	Organisation	Pays/région
Saskia Carusi	Agent des relations extérieures	UNDRR	Amériques et Caraïbes
Luisa Pareja	Assistant technique de programme	UNDRR	Amériques et Caraïbes
Melissa Meade	Directeur	Département de gestion des catastrophes	Anguilla
Chanelle Petty Barrett	Secrétaire Permanent Education	Ministère de l'Intérieur et de l'Éducation	Anguilla
Clare Browne	Directeur de l'Éducation	Ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie	Antigua and Barbuda
Julian Anderson	Directeur adjoint de l'Éducation	Ministère de l'Éducation	Bahamas
Jeffrey Lloyd	Ministre de l'Éducation	Ministère de l'Éducation	Bahamas
Joy Adamson	Directeur pédagogique adjoint	Ministère de l'Éducation, de la Formation technologique et professionnelle	Barbade
Kerry-Ann Thompson	Coordinateur de projet	CDEMA	Barbade
Aloys Kamuragiye	Représentant	UNICEF	Barbade
David Knaute	Résilience au changement climatique	UNICEF	Barbade
Lucille Moe	Ministre (ag.) de l'Éducation, de la Formation technologique et professionnelle	Ministère de l'Éducation, de la Formation technologique et professionnelle	Barbade
Unai Sacona	Responsable de l'Éducation	UNICEF	Barbade
Elaine King	Spécialiste de programme	UNICEF	Barbade
Daniel Mendez	Agent	UNICEF	Belize

Sharleen DaBreo	Directeur	Département de gestion des catastrophes	Îles Vierges britanniques
Natalio Wheatley	Honorable ministre	Ministère de l'Éducation et de la Culture, gouvernement des Îles Vierges	Îles Vierges britanniques
Marcia Potter	Secrétaire permanente	Ministère de l'éducation et de la culture	Îles Vierges britanniques
Clive Murray	Spécialiste en communication et éducation	Agence de gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe des Caraïbes (CDEMA)	Caraïbes
Elizabeth Riley	Directeur exécutif adjoint	Agence de gestion des situations d'urgence en cas de catastrophe des Caraïbes (CDEMA)	Caraïbes
Paul Murphy	Officier des opérations (éducation)	Banque de développement des Caraïbes	Caraïbes
Marcel Goyeneche	Facilitateur	UNDRR	Chile
Eva Escalona Serrano	Directeur National de Science et Technologie	Ministère de l'Éducation de la République de Cuba	Cuba
Latifa Bakrimi	Conseiller du ministre	Ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports	Curacao
Marilyn Alcalá-Wallé	Ministre	Ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports	Curacao
Leocadie Melena Fontaine	Directeur pédagogique	Ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines	Dominique
Petter Saint-Jean	Ministre de l'Éducation	Ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines	Dominique
Carlos Vargas de la Cruz	Directeur Urgences et catastrophes	Ministère de l'Éducation République Dominicaine	République Dominicaine

Lidra Remacka	Consultant en éducation d'urgence	UNICEF	Caraïbes orientales
Jair Torres	Consultant international	UNESCO	Mondial
Angella Finlay	Agent principal de Planification par intérim	Ministère de l'Éducation, du Développement des ressources humaines et des Affaires religieuses	Grenade
Nicolette Odella Henry	Ministre de l'Éducation	Ministère de l'Éducation	Guyana
Wasley Demorne	Consultant en RRC	UNDRR	Haïti
Miloddy Phaine Vincent	Directeur de communication	Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	Haïti
Pierre Jean Stenio	Spécialiste du soutien sur le terrain	UNICEF	Haïti
Andrew Pitkin	Registraire adjoint - Écoles indépendantes	Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de l'Information	Jamaïque
Rebecca Tortello	Spécialiste en éducation	UNICEF	Jamaïque
Henry Grandison	Scribe en direct	Henry Grandison	Jamaïque
Latoya Swaby-Anderson	Chargé de programme national pour l'éducation	Bureau multipays de l'UNESCO pour les Caraïbes	Jamaïque
Alando Terrelonge	Ministre d'État	Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de l'Information	Jamaïque
Hyacinth Bramble-Browne	Planificateur de l'Éducation et analyste des politiques	Ministère de l'Éducation	Montserrat
Shawn Richards	Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis	Saint-Kitts-et-Nevis

Kenton Chance	Correspondant	Caribbean Media Corporation	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
André Browne	CARICOM Youth Hamb.	Programme Jeunes Ambassadeurs de la CARICOM (CYAP)	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Kathleen Jeffers	Directeur	Département de l'Éducation des adultes et de l'éducation permanente	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Gillian King-Bradshaw	Assistant enseignant qualifié	Dorsetshire Hill Government	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Janeil Rose	Communications	Ed. Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Jane Farrell	Directeur assigné à l'unité de gestion des catastrophes	Ministère de l'Éducation	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Vivian Crooke	Agent de projet 1	Ministère de l'Éducation	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Hannah Browne	Officier supérieur de l'éducation	Ministère de l'Éducation	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Yvette Antoine	Officier supérieur de l'éducation	Ministère de l'Éducation	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Kay Martin-Jack	Agent principal d'éducation - Écoles secondaires	Ministère de l'Éducation	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Deborah Charles	Secrétaire parlementaire	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Idelia Ferdinand	Responsable de l'Éducation, la Gestion des catastrophes et la Sécurité scolaire	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Delise Jones	Ministre de l'éducation - secrétaire	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
St. Clair Prince	Ministre de l'Éducation, de la Réconciliation	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines

	nationale et de l'Information		
Elizabeth Walker	Directeur pédagogique (Ag)	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Mycle Burke	Secrétaire permanent (ag.)	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Dixon Findlay	Directeur pédagogique adjoint (ag)	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Aldia Gumbs-Dyr	SEO/Curriculum	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Aberdine Roberts	ED-SIS	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Alton McPherson	ES-SAO	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Thelma Charles	EO-SIS	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Tamara Bameo	EO-Media	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Yinea Lewis	IT Admin	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Jocelyn Blake Brown	SEO	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Degra Michael	N/A	Ministère de l'Éducation, de la Réconciliation nationale et de l'Information	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
DONNA JOYETTE BASCOMBE	Coordonnateur des catastrophes sanitaires	Ministère de la Santé, du Bien-être et de l'Environnement	Saint-Vincent-et-les-Grenadines

2ND CARIBBEAN SAFE SCHOOL MINISTERIAL FORUM

EDUCATION SECTOR RESILIENCE: EXPLORING THE POSSIBILITIES

KINGSTOWN, ST. VINCENT AND THE GRENADINES

APRIL 29-30, 2019

Sandra Augustus	Agent de protection de l'enfance	Ministère de la Mobilisation nationale	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Michelle Forbes	Directeur	Organisation nationale de gestion des urgences	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Ave-Stephen Weekes	Président	Primary Principals Association	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Juliana Charles	Sous-commissaire de police	Police royale de Saint-Vincent-et-les Grenadines	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Harvey Farrel	Vice président	Croix-Rouge Saint-Vincent-et-les Grenadines	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Sylmond Leroy Jack	N/A	Croix-Rouge Saint-Vincent-et-les Grenadines	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Wendy Bynoe	Président	Syndicat des enseignants de Saint-Vincent-et-les Grenadines	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Naseem Smith	Directeur de l'école	École pour les enfants ayant des besoins spéciaux	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Godwin Martin	Directeur/ Vice-président	Association des directeurs d'écoles secondaires de Saint-Vincent-et-les Grenadines (SVGAPSS)	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Bertilla Hamilton	Maire	Force des cadets de Saint-Vincent-et-les Grenadines (SVGCF)	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Violeta Gutierrez Somels	N/A	Absentéisme	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Aliché Paul	N/A	Absentéisme	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Edlen Ades	Agent de projet	Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Tasheka Haynes-Bobb	Coordinateur national	Programme de microfinancements du FEM pour le PNUD	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Olga Mussington-Service	Chef de la division des services de soutien aux étudiants	Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports	Sint Marteen

2ND CARIBBEAN SAFE SCHOOL MINISTERIAL FORUM

EDUCATION SECTOR RESILIENCE: EXPLORING THE POSSIBILITIES

KINGSTOWN, ST. VINCENT AND THE GRENADINES

APRIL 29-30, 2019

Shermina Powell-Richardson	Secrétaire général	Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports	Sint Marteen
Wycliffe Smith,	Ministre de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports	Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports	Sint Marteen
Eduardo Ereño Blanchet	Spécialiste principal en gestion des risques de catastrophe	Banque mondiale	Espagne
Lydia Hewitt-Austin,	Responsable du Bureau de l'Éducation primaire	Ministère de l'Éducation et de la Culture de Suriname	Suriname
Mark W Garland	Directeur adjoint	Département de l'Éducation, Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Bibliothèques, Îles Turques-et-Caïques, îles Turks et Caicos	Îles Turques-et-Caïques
Jessica Stanford	Directeur des programmes et des partenariats - Caraïbes	Build Change	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord